L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 10 AOUT 1888.

OFFICIEL.

Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane.

Session Régulière de 1888.

No 87.] LOI

Pour amender et décréter à nouveau la section 6 de la loi approuvée le 8 mars 1869, et pour charger le Bureau de Santé de l'Etat de la Louisiane de la surveillance de l'inspection de tous les bestiaux destinés à être abattus aux abattoirs de la "Crescent City Live Stock Landing and Slaughter-house Company" et dans tous les autres abattoirs qui pourraient être plus tard établis dans l'Etat; pour examiner, en vertu des réglements du dit Bureau de santé, tous les bestiaux destinés à être abattus, afin de s'assurer s'ils sont sains et propres à l'alimentation publique. Ils fourniront aux propriétaires des animaux ainsi examinés un certificat à cet effet, et aucun animal ne pourra être tué aux abattoirs sans ce certificat. Il est bien entendu qu'aucun certificat ne sera livré pour l'abattage d'une vache pleine ou de chèvres ou d'autres animaux dans le même condition. Il sera du devoir de l'inspecteur, en outre des obligations auxquelles il est déjà tenu, d'exiger que les abattoirs soient tenus dans un parfait état de propreté, autant que le pas pour autre à la santé publique, de faire mettre rigoureusement à exécution les réglements sanitaires du Bureau de Santé, ainsi que toutes les autres lois et ordonnances relatives à l'hygiène, et s'il ne remplit pas ce devoir, il pourra être destitué à la demande de vingt citoyens, propriétaires, qui s'adresseront dans ce but au gouverneur, et pourvu qu'on soit assuré que la plainte de ces derniers est fondée, le propriétaire des bestiaux inspectés paiera à l'inspecteur 10 cts par bœuf, veau d'un an et vache, et 5 cts par veau naissant, mouton ou cochon. L'inspecteur gardera, pour ses services, un tiers de ces émoluments et versera les deux autres tiers entre les mains du trésorier de l'Hospice de Charité de la Nouvelle-Orléans. Il est bien entendu que l'inspecteur pourra lui-même sur son tous les frais d'inspection. Il fournira à l'Etat un cautionnement de $5,000, avec bonne et pendants soutenu à l'approbation du gouverneur de l'Etat de la Louisiane, pour assurer le fidèle accomplissement de ses devoirs. Il sera possible d'une amende de $50 chacune les qu'il aura manqué de les remplir. Il soumettra ensuite de députés qui le jugera nécessaire.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que toute loi ou partie de loi contraire à la présente et demeure rappelée.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.

JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

No 87.] LOI

Pour amender et décréter à nouveau la section 6 de la loi approuvée le 8 mars 1869, et pour charger le Bureau de Santé de l'Etat de la Louisiane de la surveillance de l'inspection de tous les bestiaux destinés à être abattus aux abattoirs de la "Crescent City Live Stock Landing and Slaughter-house Company" et dans tous les autres abattoirs existant en ce moment ou qui pourront être plus tard établis dans l'Etat; pour examiner, en vertu des réglements du dit Bureau de santé, tous les bestiaux destinés à être abattus, afin de s'assurer s'ils sont sains et propres à l'alimentation publique. Ils fourniront aux propriétaires des animaux ainsi examinés un certificat à cet effet, et aucun animal ne pourra être tué aux abattoirs sans ce certificat. Il est bien entendu qu'aucun certificat ne sera livré pour l'abattage d'une vache pleine ou de chèvres ou d'autres animaux dans le même condition. Il sera du devoir de l'inspecteur, en outre des obligations auxquelles il est déjà tenu, d'exiger que les abattoirs soient tenus dans un parfait état de propreté, autant que le pas pour autre à la santé publique, de faire mettre rigoureusement à exécution les réglements sanitaires du Bureau de Santé, ainsi que toutes les autres lois et ordonnances relatives à l'hygiène, et s'il ne remplit pas ce devoir, il pourra être destitué à la demande de vingt citoyens, propriétaires, qui s'adresseront dans ce but au gouverneur, et pourvu qu'on soit assuré que la plainte de ces derniers est fondée, le propriétaire des bestiaux inspectés paiera à l'inspecteur 10 cts par bœuf, veau d'un an et vache, et 5 cts par veau naissant, mouton ou cochon. L'inspecteur gardera, pour ses services, un tiers de ces émoluments et versera les deux autres tiers entre les mains du trésorier de l'Hospice de Charité de la Nouvelle-Orléans. Il est bien entendu que l'inspecteur pourra lui-même sur son tous les frais d'inspection. Il fournira à l'Etat un cautionnement de $5,000, avec bonne et pendants soutenu à l'approbation du gouverneur de l'Etat de la Louisiane, pour assurer le fidèle accomplissement de ses devoirs. Il sera possible d'une amende de $50 chacune les qu'il aura manqué de les remplir. Il soumettra ensuite de députés qui le jugera nécessaire.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que toute loi ou partie de loi contraire à la présente et demeure rappelée.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.

JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 12 juillet 1888.
FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme à l'original.
JOS. GERBLIN,
Assistant Secrétaire d'Etat.

No 91.] LOI

Pour autoriser le maire et les membres du Conseil de la ville de Baton-Rouge à affermer certains terrains à la Compagnie des Water Works de Baton-Rouge.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que le maire et le Conseil de ville de Baton-Rouge sont autorisés à affermer à la Compagnie des Water Works de Baton-Rouge, à telles conditions qu'ils jugeront convenables, telle partie de la rue abandonnée en face du terrain où est situé l'usine de la dite compagnie, qui sera nécessaire pour la construction d'une tour Water tower.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., que toute loi ou partie de loi contraire à la présente ou incompatible avec elle, est et demeure rappelée.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.

JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 12 juillet 1888.
FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme à l'original.
JOS. GERBLIN,
Assistant Secrétaire d'Etat.

No 92.] LOI

Créant un bureau de commissaires pour égaliser les assessements de 12 tiges de chemins de fer, de téléphone et de télégraphe passant à travers les différentes paroisses de l'Etat.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que les juges de police de toutes les paroisses de l'Etat sont requis de désigner un de leurs membres ou un contribuable quelconque de leurs paroisses respectives, pour former ensemble un bureau d'assessement dont le but est de régler, monter l'assessement des lignes de chemins de fer, du télégraphe de téléphone passant dans la paroisse que chaque personne aussi désignée représente, ou la traversant.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que les personnes désignées comme ci-dessus se réuniront sur un point quelconque convenable de la ligne de chemin de fer, de télégraphe ou de téléphone qui leur sera assignée, ce point devant être désigné par l'auditeur des comptes publics, et s'organiseront en élisant entre elles un président et un secrétaire. Elles procéderont ensuite à une estimation uniforme des chemins de fer des lignes de télégraphe et de téléphone traversant les paroisses qu'elles représentent. Cet assessement sera comme celui fait aux assesseurs des différentes paroisses qui le placeront dans leurs tableaux et qui, deviendra définitif, à moins qu'il ne soit modifié ou réduit à la suite d'un procès pour réduction d'estimation, sans que l'établi la loi. Il sera entendu que le procès dont il s'agit devra être institué dans la paroisse où est domiciliée le président du Bureau.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., Que les bateaux à vapeur, chemins de fer, et toutes autres entreprises de transport public, faisant des affaires dans cet Etat, sont requis de payer, au lieu de livraison, pour tout le fret qu'ils auront refusé ou négligé de livrer, et pour toute surcharge ou sus du taux de fret indiqué dans le connaissement, à l'exception du fret reçu dans des wagons scellés des chemins de fer situés hors de cet Etat. Ils pourront être poursuivis soit devant les tribunaux, au lieu de livraison, ou dans les cours du domicile des dits entrepreneurs de transport public, au gré de la partie instituant le procès pour recouvrement de tout fret qu'on aura refusé ou négligé de livrer, ou pour tout dommage résultant de ce refus ou de cette négligence, ou pour tout dommage causé au fret en transit. Il est bien entendu qu'il ne sera pas institué de procès avant l'expiration de trente jours après la demande, et qu'il ne sera fait aucune réclamation pour fret non positivement livrée.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que toute loi ou partie de loi contraire à la présente est et demeure rappelée.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.

JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 12 juillet 1888.
FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme à l'original.
JOS. GERBLIN,
Assistant Secrétaire d'Etat.

No 89.] LOI

Ordonnant aux assesseurs de l'Etat, dans leurs paroisses respectives, de préparer une liste, par wards, de toutes les personnes sujettes au paiement d'une taxe de capitation, et de la fournir aux Bureaux des écoles de leurs paroisses respectives, vers le 1er samedi d'octobre; ordonnant au shérif et au collecteur de taxes de fournir tous les ans, aux dits Bureaux d'école, le 1er samedi de février, un relevé par wards, basé sur la liste précédente, de tout ce qui est dû pour taxes de capitation, avec indication des personnes qui l'ont acquittée et de celles qui sont en défaut, et, dans le cas de ces dernières, de faire savoir pourquoi chacune d'elles n'a pas payé la dite taxe de capitation.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que les assesseurs de taxes, dans tout l'Etat, sont requis de fournir annuellement, vers le 1er samedi d'octobre, aux Bureaux d'écoles de leurs paroisses respectives, une liste complète, et par wards, de toutes les personnes soumises au paiement d'une taxe de capitation dans leurs paroisses respectives. Si un assesseur néglige de remplir ce devoir imposé par la loi, il y aura lieu à destitution; il sera en outre passible d'une amende de $250 au profit des écoles publiques de la paroisse où réside le fonctionnaire en défaut et dont il sera le juge. Dans la ville de la Nouvelle-Orléans, le Bureau des assesseurs agira ainsi que le commande la présente loi, et s'il ne le fait il pourra être destitué et frappé de la pénalité ci-dessus.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que les shérifs et collecteurs de taxes, dans leurs paroisses respectives, soient tenus de le 1er samedi de février de chaque année, aux bureaux d'écoles de leurs paroisses respectives, une liste, par wards, basée sur la précédente, indiquant toutes les personnes qui ont acquitté la taxe de capitation et toutes celles qui ne l'ont pas payée, et ils donneront par écrit et sous serment les raisons pour lesquelles, dans chaque cas de non paiement de la taxe de capitation, ils ne l'auront pas fait payer.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., Que si les dits shérifs et collecteurs de taxes n'expliquent pas pourquoi la dite taxe de capitation n'a pas été perçue, ils en seront responsables et devront l'acquitter eux-mêmes, pour cautionnement officiel et ceux de leurs cautionnaires répondant pour le dit paiement.

Sec. 4.—Il est de plus décrété, etc., Que le shérif peut être forcé de venir déclarer devant le juge de district, en chambre, après trois jours de signification préalable, pourquoi la taxe de capitation n'a pas été perçue.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.

JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 12 juillet 1888.
FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme à l'original.
JOS. GERBLIN,
Assistant Secrétaire d'Etat.

No 93.] LOI

Enjoignant aux entrepreneurs de transport d'acquitter, sur le lieu de livraison, les frais pour tout le fret qu'ils auront négligé ou refusé de livrer, ou pour tout dommage causé par leur négligence, pour tout dommage aussi causé au fret en transit; accordant aux cours, sur le lieu de livraison, ou aux cours où se trouve le domicile de l'entrepreneur de transport, juridiction entière, au choix de la partie instituant le procès, dans toutes les affaires pour recouvrement du fret que les dits entrepreneurs auront refusé ou négligé de livrer, ou pour tout dommage occasionné par ce refus ou cette négligence, ou pour tout dommage causé au fret en transit.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que les bateaux à vapeur, chemins de fer, et toutes autres entreprises de transport public, faisant des affaires dans cet Etat, sont requis de payer, au lieu de livraison, pour tout le fret qu'ils auront refusé ou négligé de livrer, et pour toute surcharge ou sus du taux de fret indiqué dans le connaissement, à l'exception du fret reçu dans des wagons scellés des chemins de fer situés hors de cet Etat. Ils pourront être poursuivis soit devant les tribunaux, au lieu de livraison, ou dans les cours du domicile des dits entrepreneurs de transport public, au gré de la partie instituant le procès pour recouvrement de tout fret qu'on aura refusé ou négligé de livrer, ou pour tout dommage résultant de ce refus ou de cette négligence, ou pour tout dommage causé au fret en transit. Il est bien entendu qu'il ne sera pas institué de procès avant l'expiration de trente jours après la demande, et qu'il ne sera fait aucune réclamation pour fret non positivement livrée.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que toute loi ou partie de loi contraire à la présente est et demeure rappelée.

S. P. HENRY,
Speaker de la Chambre des Représentants.

JAMES JEFFRIES,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 12 juillet 1888.
FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme à l'original.
JOS. GERBLIN,
Assistant Secrétaire d'Etat.

Nécrologie.

Vous le savez déjà, un drame réel, un drame lamentable, se passait il y a deux jours au Parc de la Ville. On y relevait un cadavre, non identifié tout d'abord; mais le pistolet qui était là, et un flacon, contenant une fleur desséchée, portant la date du 13 août 1887 sur l'un de ses pétales, et qu'une main crispée tenait encore, disaient trop une désolante histoire.

Puis, les informations prises, l'identité s'achevait; on reconnaissait dans le malheureux couché là, glacé, au pied d'un chêne, M. Norbert A. Liambias, âgé de dix-huit ans, membre d'une de nos familles les plus considérées, les plus sympathiques.

Ce dénouement de la mort est toujours bien douloureux à contempler; mais quand elle frappe ainsi une créature à peine entrée dans la vie, loin, bien loin, selon toutes probabilités humaines, de se trouver face à face avec l'inexorable, le fatal, l'inévitable, nous ne savons quel navrement s'empare de l'âme et l'endeuille plus profondément encore.

Cette fleur, avec sa courte et mélancolique légende, ne vous l'a que trop révélé: le corps inanimé du jeune homme, du presqu'enfant, qui gisait là, était tout ce qui restait d'un malade d'amour, qui s'était laissé tuer par ce mal, dont tant d'autres aiment à vivre.

Dix-huit ans! l'âge de toutes les griseries du rêve; l'âge où tant de lendemains devraient nous laisser croire à tant de bonheurs!.... Celui-là n'a pas su, n'a pas pu s'ouvrir à ce rêve; déjà dégoûté, las de la vie, il est allé spontanément, violemment, à la tombe, comme s'il en avait la nostalgie. La pensée se consterne en présence d'un tel spectacle; et l'on ne s'explique que trop le désespoir de cette mère, de cet ainé, de ces sœurs, auxquels on ramenait tout à l'heure celui qu'ils avaient vu partir le sourire aux lèvres, plein de force et de jeunesse.

Pareil désespoir ne se décrit point. Celui-ci empruntera encore plus d'intensité à ce souvenir que le suicidé était une de ces natures vraiment faites pour aviver les affections autour d'elles, pour resserrer le lien de la famille.

Nous l'avons écrit, le jeune Norbert A. Liambias n'avait que dix-huit ans, et pourtant déjà il avait prouvé par les services qu'il devrait compter parmi les membres honorables, utiles de la société. L'intelligence, le cœur étaient largement développés en lui, et ils s'emblaient se féconder dans l'amour du travail.

De ce travail il avait l'énergie précoce, mais hélas! celle-ci s'est égarée, en une minute de désespérance! Il pouvait attendre: il ne lui est plus resté que la sombre énergie de la mort; sans avoir le temps de penser—et cette pensée pouvait être le salut—que la balle qui allait le tuer, ne le frapperait pas seul.

Il a voulu mourir dans sa *home*, loin de tous les siens, dont un mot, une caresse l'auraient peut être sauvé de lui-même; il a voulu mourir sans secours, sans adieu, dans ce Parc abandonné, au milieu du silence morne, son dernier regard fixé sur cette fleur desséchée et ces mots tracés par lui: 13 août 1887.

O destin! tu es bien, quand tu t'y mets, le plus sinistre des dramatistes.

West End.

L'orchestre du West End est un groupe où l'on ne remarque pas seulement des artistes dont les preuves sont faites, mais aussi des jeunes gens intelligables, sous la conduite d'un chef qui les maintient dans cette voie. Ils connaissent notre public, ils savent que si celui-ci est toujours tout bienveillant, il a ses exigences, sa gourmandise aussi. Gourmand de musique, il ne tient pas des morceaux souvent trouvés.

Nous ne saurions donc trop louer M. Paudelt et ses instrumentistes des efforts auxquels ils se livrent sans trêve, pour contenter la foule qui chaque soir leur fait à ces succès dateurs et à la compagnie de bien recettes.

Ces succès se continueront, car nous voici dans la période où les soirées sont délicieuses sur les bords du lac, où l'orchestre de la brise se mêle à celui du Pavillon.

Sous peu nous y aurons le début de Mlle Alice Raymond, une comédienne engagée à grands frais et que se propose de retrouver ici la vogue qu'elle a obtenue dans les villes d'eaux des Etats-Unis. C'est, croyons-nous, le 19 août qu'elle se fera entendre ici pour la première fois.

FRANCE ET ITALIE. — COMMERCE. — TABLEAU DU MOUVEMENT GÉNÉRAL DE MARCHANDISES D'ORIGINE ITALIENNE EN FRANCE. — PERTES. — La *République Française* publie un tableau du mouvement d'entrée des principales marchandises italiennes, en France, pendant les six premiers mois de 1887-88 comparés, et le fait suivre de ces observations:

"Ainsi, perte de 1,985,852 hectolitres de vin, chiffrait par plus de 74 millions de francs; de plus de 2 millions de kilogrammes d'huile pour 3 millions 647,000 francs; perte de 125,070 kilogrammes de soies grèges pour plus de 4 millions et demi, et de 2,740,000 kilogr. de soies moulinées, pour 11 millions 358,000 francs. Perte de plus de 2 millions sur les bestiaux.

"Voilà, *sur dix articles*, une perte en trois mois de plus de *quarante millions* de *francs* qui tombe à peu près tout son poids, et d'un poids très lourd, sur l'agriculture et la sériciculture. Et ce n'est que le commencement. Nous reprendrons ces chiffres en octobre et nous verrons ce qu'ils sont devenus. C'est là que nous attendons M. Crispi et ses amis. Quand il y viendra, car, les Chambres françaises et les Chambres italiennes étant séparées, rien ne peut être fait jusqu'à ce moment. Après cela, est-ce bien ce qu'a voulu M. Crispi en opérant comme il l'a fait? On le dirait, à voir comment il a mené les choses. Attendons donc.

"Les Italiens ont dépensé beaucoup de paroles en cette affaire, de paroles souvent blessantes et hautaines, presque toujours communautaires: nous parlons des Italiens qui touchent aux régions officielles ou officieuses. Les autres, la masse, souffrent et se plaignent et il nous semble bien qu'on dédie ses souffrances à l'Allemagne.

"Quant à nous, qui ne sommes responsables de rien, sinon de n'avoir pas voulu être ses dupes de M. Crispi, nous n'avons qu'une chose à faire, dire au gouvernement italien, qui parle si souvent de sa dignité, que nous avons la notre aussi, et au peuple italien que nous regrettons, pour lui, pour nos bonnes relations communes, une politique qui ne peut que lui être funeste, mais qui est du fait de ses gouvernants et dans laquelle la France n'a aucune part de responsabilité."

Italie.

Le Sénat a terminé sa session en votant tous les projets de loi que la Chambre lui avait soumis; il a chargé une commission de 9 membres d'examiner la loi sur la réforme communale et provinciale. Cette commission fera son travail pendant les vacances, et, ce fait, dès à présent, certain que la loi sera acceptée par le Sénat, sauf quelques modifications de détail sans importance. La session, qui n'est que prorogée, sera close au mois de décembre, après le vote de cette loi et de quelques autres de moindre importance.

La nouvelle session sera ouverte, en janvier, par un discours du Trône; M. Crispi compte présenter une série de lois antiécléricales dont le but sera d'enlever à l'Eglise l'influence qu'elle exerce encore sur les écoles, les œuvres pies, etc.

La date du mariage du duc d'Aoste et de la princesse Letitia est définitivement fixée au mardi 11 septembre.

Cette date avait été choisie par les futurs époux, d'accord avec le cardinal Alimonda, mais on attendait l'agrément du Roi

Le mariage civil aura lieu à dix heures du matin dans la grande salle du Palais-Royal. M. Farini, président du Conseil, fera fonction d'officier d'état civil, assisté de M. Crispi, président du Conseil, remplissant les fonctions de notaire royal.

A onze heures, le mariage religieux sera célébré par le cardinal Alimonda, archevêque de Turin, dans la chapelle du Palais-Royal, qui fait partie de la cathédrale de Saint-Jean.

La *Riforma* apprend que la Propagande a adressé une circulaire aux missions d'Orient, même aux missions italiennes, pour leur recommander le respect et l'obéissance envers les autorités consulaires de France, auxquelles les dites missions sont soumises.

Il résulte des documents statistiques que l'émigration italienne a augmenté de 22,605 personnes, dans le premier trimestre de cette année seulement, comparativement à la période correspondante de l'année dernière.

Le petit Guibollard demande à son père:

—Papa, qu'est-ce que c'était qu'un dragon?

—Le dragon, mon ami, est un animal fabuleux dont la morsure était très dangereuse.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 9 août 1888.—Indications pour la journée: Pluies locales, température presque stationnaire, vents variables de l'est.

Température du 9 août 1888.
Thermomètre de B. & L. Claudel, Opticiens, No 143 rue du Canal, Entre Carondelet et Baronne.

	Fahrenheit	Centigrade
7 heures du matin	76	25
Midi	86	30
3 P. M.	82	27
6 P. M.	78	26

Ventes inscrites au bureau de l'annotateur des aliénations:

Frits Jahncke à Frédérick Brisbois, un terrain borné par les rues Conti, Johnson, Bienville et Galvez, $450.

M. et Mme F. Lamarque au Third District Building Association, un terrain borné par les rues Dumaine, St-Philippe, Dauphine et Bourgogne, $640.

Mme C. A. Connelly veuve de Jos. Hughes, à Frédérick Behrends, un terrain borné par les rues Magazine, Constance, Amélia et Antonine, $2100.

Succession de Mme Yve Léon Darier à Ernest Darier, un terrain borné par les rues St. Philippe, Remparts, Ursulines et Bourgogne, $3500.

La même à Marie Darier veuve de Jon Hess, un terrain borné par les rues St-Anne, Dumaine, Bourbon et Royale, $3500.

La même à James Darier, un terrain borné par les rues Remparts, Bourgogne, Ste. Anne et Dumaine $2,700.

Alexandre F. Besses à Mme Anatole Dieuaide, un terrain borné par les rues Congrès, Indépendance, Remparts et Bourgogne $1,050.

Cour Civile.—E. C. Adams, agent, contre Peter Fluh, pour $287 91.

J. B. Vinet contre la succession H. M. Hyams, pour $315.

Jos Hernandez contre le Bureau des assesseurs.

Jos Notal, violation de l'ordonnance des marchés privés, $50, 10 jours de prison et les dépens.

Louise Dullon demande l'émancipation.

Les successions de John Dehenery, Ellen Kelley et Wm. J. Dehenery sont ouvertes.

Cour criminelle.—Section B—Une nouvelle audition de cause a été demandée dans les affaires de Denis Kenny.

Paul Blum, coupable de voies de fait; J. Van Hahn, de larcin.

Le greffier de la cour civile M. E. A. Lumpkin, greffier de la cour civile, a donné l'ordre à ses commis de mettre un travail une heure de plus par jour c'est-à-dire de prolonger la journée jusqu'à 4 heures au lieu de 3.

Vol de malles.—On a arrêté pour vol de malles, un garçon du nom de Wilfrid Neuman qui remplissait depuis un an les fonctions d'assistant de la maîtresse de Poste de Gretna. Depuis qu'il est entré dans ce bureau on a constaté la disparition d'une quantité de paquets et de lettres et une fouile de plaintes a été portée contre lui. Dernièrement Neumann fut accusé du vol d'une certaine somme qui fut payée par son père. L'affaire en resta là, mais il y a un mois M. Neumann étant mort son fils resta orphelin.

Il a entendu ses détournements et tout récemment une plainte ayant été portée au sujet de la disparition d'une somme de $25, renfermée dans une lettre, en date du 21 juillet, et venant de Galveston à l'adresse de Mme Robt. G. Daniels, la Grande Poste ne trouva rien à faire et arrêta Neumann qui a été arrêté et a avoué sa culpabilité devant le commissaire Wright.

Il a été toutefois envoyé devant la Cour Criminelle sous caution de $3,000 et a été enfermé faute de n'avoir pu la fournir.

Les sommes détournées s'élèvent à $300 environ et la perte retombe sur Mme Hildebrand, la maîtresse de poste qui devra fournir cette somme.

Suicides.—Le jeune homme dont on a retrouvé le corps mercredi sur un City Park est M. Norbert Liambias, âgé de 18 ans, habitant rue Columbus près St-Claude, aux soins duquel sa veuve et quatre sœurs. Il devint amoureux il y a deux ans d'une jeune fille qui répondit à ses passions, mais lorsqu'il y a quelques jours il parla à sa famille de l'épouser, on lui objecta son jeune âge, lui disant toutefois que l'un approuvait son choix.

Il ne se contenta pas de cette épouse et devint subitement sombre. Lundi, il quitta cependant sa famille le sourire aux lèvres disant qu'il partait pour une partie de plaisir. Le lendemain, comme il n'était pas de retour, sa mère alla prendre des informations chez Bernard Klotz où il était employé et on lui répondit que le jeune homme était venu annoncer son intention de ne plus travailler. On ne sut plus rien de lui jusqu'à ce que l'on eut découvert son corps au City Park.

Un peine qu'avant conçu un violent dépit de l'opposition de ses parents il aura décidé d'en finir avec la vie. On n'a retrouvé aucun papier de nature à donner le véritable motif de son suicide.

—Hier matin, entre 6 et 7 heures, un nommé Geo. Burke, qui était interné au Louisiana Retreat, s'est pendu à son cot de lit à l'aide d'une petite cordre. Ses pieds touchaient presque le plancher. Il a succombé à la suffocation. Le défunt, qui avait été interné aux frais de la compagnie de pompiers Pelican No 4, était âgé de 29 ans. Son père est cordonnier rue Tremé, près St. Louis.

Belt R. R.—Les Représentants des compagnies de chemin de fer en consultation avec les membres du Comité des rues et débarcadères ont discuté l'itinéraire de la ligne du Belt RR. Il a été décidé que jeudi prochain à 8 heures du matins les représentants des compagnies et tous les Conseillers Municipaux qui voudraient se joindre à eux, feraient en voiture une tournée dans les sections comprises dans l'itinéraire projeté.

Vol.—Hier matin, entre 5 et 6 heures, un jeune nègre de 17 ans, employé par M. A. Maillies, pharmacien, encoignure St-Louis et Royale, a volé dans le coffre-fort du magasin une somme de $70.

M. Maillies avait constaté, depuis un mois environ, la disparition de divers objets, brosses, peignes, etc., et avait averti le nègre d'avoir à être plus soigneux lorsqu'il rangeait le magasin.

Hier matin, lorsque M. Maloché, élève en pharmacie, vint ouvrir la pharmacie pour tous les matins le magasin, arriva, il le trouva ouvert à son grand étonnement et questionna, à ce sujet, le nègre qui répondit qu'il avait ouvert pour nettoyer le magasin. M. Maloché constata que le coffre fort avait été forcé et qu'une somme de $70 avait disparu.

S'avertit aussitôt qu'il arriva au magasin, M. Maillies, qui l'envoya prévenir la police au poste du 3ème precinct. Des agents sont arrivés immédiatement qui ont arrêté le jeune nègre, qui a avoué sa culpabilité et dévoilé les cachettes où il avait dissimulé l'argent qui a été en partie retrouvé.

Foudroyé.—Wm. Mylhan, fils de l'agent Mylhan, de la station suburbaine, employé de la Louisiana Electric Light Co., encoignure Peter et Market a été foudroyé mercredi soir.

Le feu.—Hier matin, à 2 heures 45, l'alarme a été donnée à la boîte No 154 pour un incendie qui adétruit un entrepôt en bois situé derrière l'épicerie de M. J. C. Carroll, encoignure Helena et Canal. L'immeuble appartient à M. M. Donis. Stock et mobilier assurés $1500 à l'agence Marshall J. Smith.

Pique-nique.—Nos remerciements pour son invitation, à la Eagle Mutual Benevolent Association, qui a organisé pour demain un pique-nique qui aura lieu au Fort Espagnol et sera suivi d'un bal.

Paragraphes. — Le commissaire Leche a fait hier une tournée d'inspection en compagnie du sentinelle Pierce.

—L'agent Kenney accusé d'abus de confiance pour avoir réclamé à la ville des appointements en qualité d'agent du bureau de santé a été acquitté par le recorder Murphy. Le chef de police portera l'affaire devant le grand jury.

—Le trésorier a payé hier leurs appointements du mois de juillet aux employés. Il paiera aujourd'hui les ouvriers et les agents de police.

—Un nègre du nom de Geo. Williams a été arrêté hier au coin des rues Peters et Commerce pour avoir blessé samedi dernier une femme pendant une fête qui avait lieu à l'Eglise située près du canal de la rue Nevvième.

— On a arrêté, mercredi soir, au No 28 de la rue Franklin, un nommé John Alimo, recherché par la justice d'Iberville pour détournement.

—Mercredi soir, un jeune nègre qui se baignait dans le fleuve, à Tunisburg, s'est noyé.

Par à peu près.
C'est curieux, j'ai tiré vingt-cinq cartouches et je n'ai pas pu tuer un simple lapin!
—Il y a loin entre le coup et les lèvres.

DEPECHES TÉLÉGRAPHIQUES

TRANSMISES A L'ABEILLE

FRANCE.

La récente émeute à Paris.—Arrestations.

Paris, 9 août.—Les rapports officiels indiquent que le nombre de personnes arrêtées pour avoir participé à la démonstration séditieuse qui a eu lieu hier aux funérailles du général Eudes, s'élève à 23, et que huit de celles-ci sont toujours détenues en prison. L'ordre en général a régné pendant la nuit.

Il y a eu quelques désordres place de la République et les troupes ont été obligées de prêter main forte à la police. Une rixe est survenue aussi dans le faubourg St-Antoine.

Les journaux sont d'opinion que la manifestation d'hier est moins sérieuse qu'on ne l'avait d'abord supposé.

Les journaux radicaux accusent la police de s'être laissée emporter par la colère.

Les grévistes à Amiens sont rentrés dans la cadre.

Reste française.

Paris, 9 août—Le trois pour cent est coté à 83 francs 67 1/2 centimes.

Les grévistes.

Paris, 9 août—A une assemblée qui a eu lieu aujourd'hui, les grévistes ont décidé de continuer la grève. La ville est tranquille.

Le journal Le Temps.

Paris, 9 août—Le journal *Le Temps* contredit le rapport publié par le *North German Gazette* relativement à l'envoi d'un consul français à Massouah avec mission de déjouer les plans de l'Italie. La même feuille ajoute qu'un consul de France a toujours résidé dans la dite ville depuis 1869.

L'importation des viandes américaines en France — Déclaration de M. Viette.

Paris, 9 août—A un lunch donné aujourd'hui à M. Viette, ministre de l'agriculture, celui-ci a, à propos de la prohibition de l'importation des viandes américaines portée devant la Chambre des députés par M. Laland, déclaré qu'il était en faveur d'un système de réciprocité entre la France et l'Amérique; en déclarant son tarif, l'Amérique a forcé la France à chercher un refuge dans la protection: c'est à l'Amérique de réduire son tarif; la France la suivra volontiers sur cette voie.

Le discours de lord Salisbury au banquet du lord maire.

Londres, 9 août—Ce matin, le *Post* commentant le discours de lord Salisbury au banquet du lord maire qui a eu lieu, hier soir, critique le langage plein de réticences du premier ministre, à propos de la Bulgarie. Le pays ne doit pas éprouver que de l'anxiété, en entendant toutes ces phrases plaintives.

Le *Daily News* se plaint également du langage énigmatique de Lord Salisbury. "Le pays a le droit de savoir si son premier ministre sait lui même quelles décisions sont à prendre à la Bulgarie.

Le journal de feu l'empereur Frédéric.

Berlin, 9 août—Le journal de feu l'empereur Frédéric qu'il a laissé à sa femme comme sa propriété privée, est toujours en la possession de celle-ci. Une impératrice en a donné quelques volumes de notes sur des sujet purement militaires aux archives de l'Etat.

Le North German Gazette.

Berlin, 9 août.—Le *North German Gazette* dénit que la France est responsable de la tension qui existe entre elle et l'Italie.

Les négociations commerciales françaises à Massouah, ajoute la même feuille, sont peu importante et n'ont pas besoin de la protection d'un consul.

En naissant les résidents grecs à protester contre la rare imposée par l'Italie, la France n'a suscité un différend avec ce pays.

La France est de toutes les puissances celle qui attache le moins d'importance à la paix européenne, et elle aussi activement de la troubler.

Révolte.

Vienne, 9 août—Une révolte a éclaté aujourd'hui parmi les forçats, dans la prison de Halaye, en Hongrie. Le directeur de la prison a été tué. La situation était dirigée, a été brutalement blessé, ainsi que plusieurs autres personnes.

M. O'Kelly

Dublin, 9 août—Le procès de M. O'Kelly, membre du Parlement, accusé de violation du "crimes Act," a été ajourné.

WASHINGTON.

CONGRES.

Sénat.

Washington, 9 août — M. Palmer présente un bill pour l'achat du lac Pontage et l'amélioration du Canal des compagnes, etc. Référé au comité du commerces.

M. Mitchell présente une résolution requérant le secrétaire de l'intérieur d'envoyer des renseignements sur la récente décision dans l'affaire Guilford et Miller, relativement aux titres sur les terres du North Pacific. Adopté.

Le Sénat passe à son ordre du jour et vote les bills suivants:

Payement à A. W. Tabor de $3,868, pour dépenses additionnelles nécessaires dette contractée par infrommue maître de poste de Leadville, Colorado.

Paiement d'un bill semblable à Royal M. Hubbard, et se montant à $600 comme maître de poste à Long Island, Colorado.

Le bill du Sénat pour dégager les cautions de Geo. W. Hook, ancien receveur et payeur du Bureau des Terres des Etats-Unis, à Humboldt, Californie. Les séances datent de 1876.

Le Sénat, à 11 heures 45, passe à la considération du traité des pêcheries, en séance publique. M. Edmunds continue le discours commencé hier, contre la ratification.

Washington, 9 août.—Le sénateur Sherman a envoyé une note circulaire aux sénateurs républicains. Il demande à chacun d'eux s'il y a quelque mesure pendante devant le Sénat, dans laquelle il soit personnellement intéressé et sur laquelle il désire que le Sénat prenne une décision, durant la session actuelle.

Les républicains sont requis de répondre au comité qui dirige l'ordre des discussions. On croit que l'intention du comité et de débarrasser l'ordre du jour de toutes les affaires importantes avant d'entrer dans la discussion du tarif.

Chambre.

Washington, 9 août—La discussion des réclamations françaises est reprise. M. Buckalew, de la Pennsylvanie, fait un long discours pour combattre le paiement. M. Hooker, du Mississipi, parle en faveur.

M. Turner, de la Georgie, attaque l'attitude prise par la cour des réclamations, dans cette affaire.

M. Jackson, Pennsylvanie, déclare qu'il est du devoir du gouvernement de payer promptement les réclamations. Le gouvernement a commis une négligence coupable en ne payant pas plus tôt.

La Chambre reprend le cours de la séance.

M. Dibble, Caroline du Sud, présente un rapport du comité de conférence, sur le bill, ayant pour but l'érection d'un édifice public à Sioux City.—Adopté. Le bill fixe la dépense à $150,000.

La Chambre s'ajourne.

L'épidémie en Floride.

Washington, D. C., 9 août—Le chirurgien général Hamilton a reçu le télégramme suivant, du Dr Curtis, établi à Jacksonville, Floride:

"Il y a un foyer d'infection circonscrit dans un bloc de maisons de cette ville. On a découvert deux autres cas, provenant de ce même centre.